

SEPTEMBRE 2007 - n°59

Dans le cadre de son programme **Médias pluralistes pour la paix et la démocratie en Afrique centrale**, l'Institut Panos Paris (IPP) publie depuis juillet 2002, **Africentr@lemédias**, une lettre d'information sur l'actualité du pluralisme des médias en Afrique Centrale. Après trois ans et demi d'existence, **Africentr@lemédias**, votre rendez-vous mensuel sur l'actualité des médias d'Afrique centrale **se modernise** et vous propose de **nouvelles rubriques**.

Sommaire

1. Nouveautés

- > Gabon : *Nku'u Le Messenger* reparaît après 20 jours de suspension
- > RDC : L'Omec s'installe à Kisangani et au Katanga
- > RDC : *Radio Iriba FM* émet son premier signal

2. Focus

- > La formation en ligne, intéressante sous conditions

3. Vie des médias

- > Burundi : De nombreuses protestations contre *Intumwa*
- > Burundi : Un forum des femmes journalistes sur la justice transitionnelle
- > Cameroun : Suites et fin de l'affaire *Mutations*
- > Cameroun : Un manuel sur la sexualité adolescente à l'attention des médias
- > Cameroun : Premières licences pour les médias audiovisuels privés
- > Cameroun : Rencontre entre les directeurs de publication et la commission de la réforme fiscale
- > Cameroun : Concertation entre trois patrons de chaînes TV
- > RDC : L'insécurité des journalistes à l'est
- > Rwanda : Formation sur la régulation et l'autorégulation des médias

4. @ découvrir, à lire

- > www.farmradio.org: un site pour les radios rurales de développement

5. Agenda

- > Bourses Human Rights Watch 2008-2009
- > Prix RFI-Reporters sans frontières-OIF 2007
- > Rwanda : Atelier sur la gestion de projet
- > RDC : Formation aux perspectives publicitaires

6. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

- > Burundi: Atelier thématique sur le VIH-Sida
- > RDC: Poursuite de la formation in situ
- > RDC: Synergie de journaux parlés et magazines entre des radios communautaires et associatives
- > RDC : Pratiques de reportages sur le VIH-Sida
- > Rwanda : Les responsables de médias formés à la planification stratégique

1. Nouveautés

> Gabon : *Nku'u Le Messenger* reparaît après 20 jours de suspension

Le bimensuel *Nku'u Le Messenger* a reparu le 31 août 2007, après avoir été interdit le 11 août par le Conseil national de la communication (CNC). Le CNC n'a pas encore officiellement levé la suspension du journal, mais le changement de l'équipe éditoriale, condition fixée par le Conseil comme préalable à la réparation de *Nku'u Le Messenger*, a été respecté. La direction de la publication a été confiée à Patrice Bayeba N'Gogo, alors que Norbert Ngoua Mezui, son prédécesseur, a désormais le titre de « fondateur-éditeur ».

Source RSF.

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=14684

/ InfoSud /

> RDC : L'Omec s'installe à Kisangani et au Katanga

Après le Sud-Kivu en juillet, c'est à présent en Province orientale et à Likasi (Katanga) que l'Observatoire des médias congolais (OMEC) vient d'ouvrir des antennes. À Kisangani, le comité élu est composé de Gilbert Risasi, coordinateur (*La Référence Plus*, tél +243 (0)811 607248), Christophe Lokangu, coordinateur adjoint (tél +243 (0)812 006633), Posper Mokil, rapporteur (*Le Journal du Centre*), et François Okonda, rapporteur adjoint (*RTNC*).

À Likasi, l'antenne OMEC est dirigée par Marcel Mukena Massangu, correspondant de la *RTNC*, tél +243 (0)811 698968 ; le poste d'adjoint, réservé à la presse écrite, reste à pourvoir.

Créé en mars 2004, l'OMEC est un organe d'autorégulation qui a pour mission de repérer les atteintes commises par les journalistes aux règles régissant leur métier et, le cas échéant, de proposer des sanctions à la commission de discipline de l'Union nationale de la presse congolaise.

/ FN / FS / IPP /

> RDC : *Radio Iriba FM* émet son premier signal

Radio Iriba FM, « La source » en langue mashi, a émis son premier signal sur les fréquences modulées de 88.40 et 96.00 Mhz le dimanche 2 septembre 2007, depuis ses studios de l'avenue Maniema dans la commune d'Ibanda, à Bukavu. Elle diffuse tous les jours de 5h45 à 22h00. Dotée d'un émetteur de 1 kW, elle peut être captée jusqu'à 200 km à la ronde, et le serait jusqu'à Goma, selon son directeur. *Iriba FM* se définit comme une radio communautaire d'information de proximité, de promotion du développement, d'éducation de masse mais aussi de détente.

Ses trois premiers journalistes – Donatien Musema, Ephrem Bisimwa, Bertin Bugale – ont déjà travaillé à la *Radio télévision nationale congolaise (RTNC)*, *Radio Maendeleo* et *Radio Maria Malkia wa amani* de Bukavu.

Contact

Donatien Musema, directeur de *Radio Iriba*
Tél. : (+243) 998 625 742 / (+243) 811 711 101
Courriel : musemdonat@yahoo.fr

/ DM / IPP /

2. Focus

> La formation en ligne, intéressante sous conditions

Tout compte fait, il existe peu de formation en ligne au journalisme réellement adaptée aux professionnels des médias africains. Mais de celles qui existent, une ligne de force se dégage : l'exigence d'une démarche réellement pédagogique de la part des formateurs.

Tapez « journalisme formation en ligne » sur Google, et vous obtiendrez 1 910 000 références. Précisez avec le mot « Afrique », et il en restera 766 000. La formation en ligne pour journalistes africains se situe au carrefour de deux tendances porteuses : la multiplication des formations aux métiers des médias en Afrique et la vague informatique.

Soulignant la première tendance, *The Economist* (15 septembre 2007) cite le professeur américain Joe Floote qui a recensé plus de 3000 formations. L'Institut Panos lui-même, dans une étude interne en 1998 portant sur l'Afrique de l'Ouest, relevait le grand nombre de formations aux médias existantes, précisant que l'offre ne répondait pas nécessairement à la demande, qualitativement parlant. Le constat est transposable aux formations en ligne, aussi appelées e-learning.

Car il y a formation et formation, et qui plus est, si on se met à la place du journaliste individuel qui travaille dans une province d'un pays d'Afrique centrale, il n'est pas certain du tout que la multiplication de l'offre lui soit de grande utilité. Comment reconnaître ce qui lui est réellement utile et accessible ? Au contraire, la conférence sur l'e-learning en Afrique tenue à Nairobi en mai 2007 a mis en évidence que les programmes de formation en ligne se limitent souvent à l'informatique de base et à des cursus scolaires. Ainsi, s'il existe des sites proposant du matériel en vrac, ils sont d'abord peu nombreux en français, et ne sont guère pédagogiques, parce que manquant de contenus appropriés et contextualisés pour les apprenants.

En matière d'apprentissage en ligne du métier de journaliste, une référence est la *News University* (<http://www.newsu.org/>), une initiative de l'Institut Poynter, basé en Floride. Tout y est évidemment en anglais. On y trouve une variété de cours, portant aussi bien sur des aspects pratiques (le photojournalisme, l'enregistrement...) que sur des aspects organisationnels ou éthiques. Ces cours sont conçus pour des étudiants maîtrisant l'anglais, ayant déjà une formation initiale en journalisme et disposant d'une connexion de grande capacité, capable d'absorber toutes les subtilités technologiques des programmes, avec du son, de la vidéo, etc.

Autres difficultés : l'absence d'interactivité, et les références culturelles inadaptées à l'Afrique.

Seul ou en classe

Notre intention n'est pas de dresser ici une impossible liste des formations en lignes, mais de tirer quelques leçons des expériences existantes. Parmi elles, deux d'entre elles sont connues des journalistes d'Afrique centrale et permettent, en les comparant, de dégager quelques lignes de force : c'est, d'une part, la formation en ligne du réseau Mediafrica.net (www.mediafrica.net) qui fonctionne depuis 2006 et offre des formations en ligne durant jusqu'à 15 semaines sur des thèmes différents (la direction des programmes radio, radios africaines pour la paix, le journalisme culturel...). Et d'autre part, la formation mise en place par le projet Syfia Grands Lacs, mais uniquement réservée à ses propres correspondants. Des points communs et des différences apparaissent.

Les deux systèmes se basent sur un cursus spécialement construit pour la formation en ligne, composé de leçons et d'exercices censés être au niveau de départ des apprenants. Mais les deux divergent sur la méthode pédagogique, et cette différence vaut la peine d'être relevée. Mediafrica.net fonctionne par « classe virtuelle » : un groupe à la composition limitée, sélectionné sur candidatures, qui avance à un rythme prédéterminé et identique pour tous, accompagné par des formateurs, avec des étapes individuelles (prise de connaissance par chacun des leçons, exercices, échange possible entre l'apprenant et le formateur) et des étapes communes (chats, forums de discussion et, le cas échéant, un atelier résidentiel final) auxquelles tout le monde est censé participer.

La *Formation* de Syfia Grands Lacs, elle, est fondée sur une relation individuelle entre un tuteur et un apprenant, au rythme déterminé par celui-ci. Il n'y a donc pas, ici, d'interaction entre les apprenants. C'est de la formation à distance qui ressemble à de l'accompagnement rapproché. Elle est conçue pour être achevée en six mois environ, mais aucun des apprenants ne s'est astreint à ce rythme.

Chacun des deux formules a ses avantages : l'assurance d'un progrès rapide et collectif ainsi que le débat en classe dans le premier cas, l'adaptation aux rythmes et possibilités concrètes de chacun dans le second.

Des exigences pédagogiques

Les deux expériences sont déjà suffisamment longues pour en tirer des conclusions. La première est qu'un certain nombre de conditions doivent être remplies du côté de l'apprenant pour que la formation en ligne lui soit réellement profitable. Il doit bien sûr disposer d'un accès rapide et fiable à l'Internet, même si des impondérables comme les coupures d'électricité constituent des cas de force majeure. Mais il doit aussi – surtout ? – garantir une certaine disponibilité en temps, et donc une sorte d'autodiscipline pour que les obligations professionnelles ne prennent pas sans cesse le dessus sur la formation. Le coût des connexions, lui, ne constitue plus vraiment un problème, sauf exception (2 dollars pour une heure à Goma, par ex., c'est le prix d'une bière, ou à peu près).

La seconde conclusion, de plus en plus évidente aux yeux de ceux qui font de la formation en ligne, concerne les formateurs : l'e-learning exige des compétences pédagogiques. Il ne suffit pas de placer du matériel en vrac sur un site pour faire de la formation. La pédagogie peut être définie comme la capacité à accompagner un apprenant qui part d'un niveau X pour l'amener à un niveau Y par des méthodes appropriées. La distance n'abolit pas cette exigence de la part des formateurs.

L'Unesco semble avoir bien compris cette nécessité, en organisant dès 2003 un séminaire au Kazakhstan sur le développement de modules de formation en ligne pour journalistes. Les participants étaient tous des formateurs expérimentés s'initiant aux nouvelles technologies ; pas des professionnels de l'informatique s'essayant à la formation. Pour que les programmes en ligne soient utiles aux journalistes africains, leurs concepteurs doivent accorder moins d'importance à la « tuyauterie » (la construction des sites) qu'à l'eau qui y coule (le contenu pédagogique).

/ InfoSud /

3. Vie des médias

> Burundi : De nombreuses protestations contre Intumwa

Plus de dix ans après la triste parenthèse de 1994 à 1996, où les médias burundais avaient été les véhicules de la haine ethnique, *Intumwa*, un hebdomadaire proche du Cndd-Fdd, le parti présidentiel, vient de ressusciter de vieux démons en publiant la liste d'une quarantaine de parlementaires de l'opposition, Hutu et Tutsi, accompagnée de leurs photos, des noms et des prénoms de leurs parents ainsi que de leurs lieux de résidence. Beaucoup ont perçu cet acte comme un appel au meurtre, comme ce fut le cas pendant les années qui ont suivi l'assassinat du président Melchior Ndadaye en 1993. À cette époque, les noms des « bons » et des « mauvais » politiciens étaient publiés dans les médias et certains parmi les « mauvais » étaient assassinés quelques jours après par des groupes armés.

Des protestations se sont élevées de partout, mais le directeur du journal, M. Willy Nyamitwe, conseiller du président de la République chargé de la communication, n'a été, ni sanctionné, ni rappelé à l'ordre. Le Conseil national de la communication a déclaré que Willy Nyamitwe n'a enfreint aucune disposition de la loi régissant la presse au Burundi, précisant qu'en tant que proche du pouvoir, il ne fait que suivre sa ligne éditoriale. Cependant, l'indignation unanime relayée par tous les médias publics et privés, écrits et parlés, toutes tendances confondues, a isolé le journal incriminé.

/ ET / IPP /

> Burundi : Un forum des femmes journalistes sur la justice transitionnelle

L'association des femmes journalistes (AFJO) du Burundi a organisé le 29 août 2007 un forum sur le thème de la participation de la femme burundaise aux mécanismes de la justice transitionnelle, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme. En effet, les femmes qui ont le plus souffert des violences et des conséquences de la guerre civile qui a éclaté au Burundi en 1993, doivent pouvoir jouer un rôle dans la prévention et le règlement des conflits conformément à la résolution 1325 des Nations Unies.

Or, les participantes à la rencontre du 29 août ont regretté que tout au long des négociations d'Arusha qui ont abouti à la signature d'un accord de paix en août 2000, les femmes aient été complètement mises à l'écart. L'AFJO recommande la multiplication des émissions de radio, le média le plus accessible à la population rurale, sur ce thème.

Les femmes ont beaucoup insisté auprès des pouvoirs publics afin de bénéficier d'une protection particulièrement renforcée lorsqu'elles sont amenées à témoigner publiquement à l'encontre d'auteurs de violences sexuelles.

/ ET / IPP /

> Cameroun : Suites et fin de l'affaire *Mutations*

Le 3 septembre 2007, les responsables du quotidien *Mutations* ont trouvé un terrain d'entente, notamment grâce à la médiation de l'ex-ministre de la Communication, Ebénézer Njoh Mouelle. Selon cet accord, Haman Mana quitte la *South Media Corporation* (SMC), société éditrice du quotidien *Mutations* et de l'hebdomadaire *Situations*. Il cesse donc de revendiquer la propriété de ces deux titres dont il était jusqu'au 16 juillet dernier le directeur de publication. Pendant toute la durée du différend, l'on a eu droit à deux versions de *Mutations* dans les kiosques. Pour rappel, il avait démissionné de son poste suite à la censure de son éditorial épistolaire écrit en réponse à celui du président du Conseil d'Administration de la SMC, Protas Ayangma Amang, qui le présentait comme responsable de certains problèmes de la maison. En contrepartie de son départ, il reçoit une compensation financière afin de mettre en route sur le marché un quotidien baptisé *Le Jour* dont le premier numéro était prévu pour le 17 septembre 2007. Dans la foulée, Haman Mana avait créé le 10 août l'hebdomadaire *Récréation* dont la parution est suspendue depuis l'accord du 3 septembre.

/ JC / IPP /

> Cameroun : Un manuel sur la sexualité adolescente à l'attention des médias

" *Les animateurs de radio, les journalistes et autres communicateurs sociaux trouveront ici un outil leur permettant de produire et de diffuser des messages culturellement appropriés en matière de santé de la reproduction* ", explique Bernard Hadjadj, en préface de ce manuel publié sous l'égide de l'Unesco. " *Il ne s'agit donc pas simplement d'un discours sur la santé ou sur la communication, mais du développement de compétences reposant à la fois sur l'appropriation de connaissances utiles pour comprendre et agir* ", ajoute-il. En effet, cette première édition contient des schémas de traitement des thématiques en santé reproductive et sexuelle des adolescents ; des émissions radiophoniques entièrement transcrites, mais aussi contenues dans un CD-Rom en annexe.

Pour Charles Martel Aoudou, expert en santé de la reproduction, le manuel se veut concret, pragmatique, ciblé, tant en ce qui concerne le problème de sexualité des adolescents que l'outil de communication. Il vient rompre avec les stratégies traditionnelles d'éducation sanitaire et de promotion pour la santé à travers les médias. Finie l'époque où les manuels étaient parachutés dans des environnements peu connus des concepteurs et étrangers aux utilisateurs.

Le médecin, le sociologue ou l'anthropologue restent garants des messages élaborés dans les schémas de production d'émissions dans le manuel, tandis que les animateurs de radio interviennent dans la formulation des messages et leur traduction dans les formats appropriés.

Source: Le Messager (Douala), 30 Août 2007 - Publié sur le web le 30 Août 2007 et repris par allAfrica.com

/ InfoSud /

> Cameroun : Premières licences pour les médias audiovisuels privés

Les premières licences de création et d'exploitation d'entreprises de communication audiovisuelle ont été remises le jeudi 30 août à quatre entreprises de presse : la radio *Sweet FM*, les télévisions *Canal 2 International* et *Spectrum Télévision* (STV), toutes trois basées à Douala, et le câblodistributeur *TV+ SA*.

Selon le Ministère de la Communication (MINCOM) ces licences constituent l'acte de naissance pour les stations bénéficiaires puisqu'elles les sortent ainsi de la clandestinité. Leur validité est de cinq ans pour les radios et 10 ans pour les télévisions. Dès lors, les détenteurs de cette licence pourront accéder plus aisément aux crédits bancaires, acheter plus facilement des programmes auprès de fournisseurs, ou encore conclure de manière plus profitable des partenariats avec d'autres institutions.

Depuis le décret du 3 avril 2000 sur la communication sociale, les entreprises de communication audiovisuelle évoluaient sans licences d'exploitation, après avoir simplement déposé leur dossier au MINCOM. Sur les quelques 203 dossiers du départ, 50 seulement ont reçu un avis favorable du Conseil national de la communication (CNC). Les quatre récipiendaires du 30 août sont ensuite les seuls candidats parmi les 50 à s'être acquittés des droits d'exploitation qui s'élèvent à 50 millions de Fcfa (environ 76 225 euros) pour les radios et 100 millions de Fcfa (environ 152 450 euros) pour les télévisions. Selon des sources officielles, les 46 autres n'auraient plus qu'à s'acquitter de ces droits, tandis que ceux qui n'ont pas franchi l'étape du CNC peuvent refaire leur dossier...

/ JC / IPP /

> Cameroun : Rencontre entre les directeurs de publication et la commission de la réforme fiscale

Le 30 août 2007, les directeurs de publication rencontraient les membres de la commission de la réforme fiscale. Au cours de cette réunion, les deux parties ont évoqué les pesanteurs fiscales qui font obstacle au développement de la presse camerounaise. L'absence d'une fiscalité adaptée à la presse qui, jusqu'à présent, est imposée comme à toutes les autres entreprises, fut au centre des préoccupations. Au cours des échanges, les patrons de presse camerounais ont réitéré leurs souhaits de voir appliquer la convention de Florence et le protocole additionnel de Nairobi qui consacrent l'exonération des

taxes des intrants nécessaires à la presse. Deux accords ratifiés par le Cameroun mais pas encore en application. Les directeurs de publication ont aussi déploré le fait que la redevance audiovisuelle profite uniquement à la CRTV, la radiotélévision publique, en dépit de la libéralisation du secteur de l'audiovisuel depuis 2000. Enfin, les éditeurs de presse ont dénoncé la forte commission (40 %) que prélève le distributeur *Messapresse* sur chaque journal vendu. Au sortir de ces travaux, la commission de la réforme fiscale n'a pris aucune résolution. En réaction à toutes ces doléances, elle s'est contentée d'affirmer qu'il s'agissait d'une rencontre introductive qui connaîtra ses suites en novembre prochain...

/ JC / IPP /

> Cameroun : Concertation entre trois patrons de chaînes TV

Une réunion inédite a regroupé le 23 août dernier les dirigeants des trois principales chaînes de télévision du Cameroun : la CRTV (la radiotélévision publique) émettant de Yaoundé, *Canal 2 International* et *Spectrum Television* (STV) basées toutes les deux à Douala. Parmi les questions examinées par les trois parties, on cite l'harmonisation des tarifs publicitaires, la formation du personnel des trois chaînes au centre de formation audiovisuelle de la CRTV à Yaoundé, ou encore la fusion de leurs énergies pour acquérir les droits de retransmission de certains événements internationaux, à l'instar de la coupe d'Afrique des Nations de 2008 qui approche à grands pas. Il a également été question de cofinancement pour l'achat de certains programmes ou équipements techniques. Même si aucun accord concret n'a été arrêté entre les parties, cette rencontre se tient dans un contexte marqué par la rude concurrence que subit la radiotélévision publique. De récentes études montrent en effet que la CRTV, restée en situation de monopole pendant près de 20 ans, est en perte de vitesse partout où elle émet en même temps que les stations privées, principalement *Canal 2 International* et *STV*. L'exemple le plus significatif de ces derniers mois est l'ascension du Mont Cameroun en février 2007. Les droits de retransmission en direct de cette compétition sportive avaient été acquis par *STV*, au grand dam de la CRTV qui avait dû se contenter de différés.

/ JC / IPP /

> RDC : L'insécurité des journalistes à l'est

Le 14 septembre dernier, quatre journalistes étrangers ont été arrêtés à Sake par les Fardc alors qu'ils revenaient d'un reportage dans la partie sous contrôle du Général déchu Laurent Nkunda. Après plusieurs auditions, leur matériel de travail, dont les cassettes contenant l'essentiel de l'entretien qu'ils venaient de réaliser avec Laurent Nkunda, a été saisi. L'un des responsables leur a signifié que ce général, réfractaire au brassage de ses troupes avec l'armée, est sous embargo médiatique...

Les professionnels des médias sont victimes depuis quelques mois d'une vague d'insécurité au Nord-Kivu : des journalistes interpellés, le reporter photographe Patrick Kikuku assassiné, des menaces de morts et des intimidations. Mais la situation est également inquiétante au Sud-Kivu, la province voisine. Après Serge Maheshe assassiné à Bukavu il y a trois mois, les journalistes ne s'y sentent pas non plus en sécurité, d'autant plus que les véritables commanditaires de sa mort n'ont pas encore été identifiés, malgré le procès qui a eu lieu. De nombreuses voix s'élèvent pour appeler les médias à se désolidariser des discours de la haine, afin de ne pas empêcher la cohabitation pacifique entre communautés. Certains observateurs pensent que les radios, télévisions et journaux doivent barrer la route aux discours ethniques et violents. Les mêmes souhaitent voir l'Etat assurer la sécurité des journalistes dans l'exercice de leur mission d'information, formation et éducation de la population.

/ PN / IPP /

> Rwanda : Formation sur la régulation et l'autorégulation des médias

Le *Haut conseil de la Presse* du Rwanda a organisé à Kigali une formation à l'intention des directeurs de publication et des rédacteurs en chef des journaux rwandais, ainsi que des Présidents d'associations des journalistes du pays. L'atelier s'est déroulé du 20 au 24 août 2007. Il portait sur la régulation et l'autorégulation des médias au Rwanda. Une collaboration donc avec le Comité national d'autorégulation. Les conférenciers ont insisté sur l'importance de l'information dans des situations post-conflits comme celle que vit actuellement le Rwanda. Après avoir analysé ensemble les différentes facettes de désinformation, les participants ont convenu de tout faire pour que les médias rwandais remplissent correctement toutes les fonctions assignées à la presse. *"Nous sommes déterminés à mettre tout en oeuvre pour que toutes les catégories sociales se sentent concernées par les médias. Nous sommes résolus à dénoncer, s'ils se présentent, les abus du pouvoir. Nous sommes décidés à conscientiser la population pour qu'elle ait recours aux médias afin d'évoquer les restrictions des libertés. Nos médias doivent faire entendre les sans-voix. Dans la reconstruction du pays, ils doivent faciliter la recherche de consensus sociaux"* a promis M. Aimable Sibomana, Directeur de la Radio communautaire *Izuba*, parlant au nom des hommes des médias en formation. Celle-ci a eu lieu au moment où certains journalistes rwandais sont accusés de violer la déontologie journalistique et l'éthique professionnelle. Cette formation a bénéficié de l'appui de l'Institut Panos Paris.

/ VN / IPP /

4. @ découvrir, à lire

> www.farmradio.org: un site pour les radios rurales de développement

Renforcer la petite agriculture et les collectivités rurales, voilà une mission du *Réseau de radios rurales des pays en développement*, dont le site est non seulement une vitrine, mais également un outil à disposition des radios partenaires, qui ne sont pas moins de 300 dans 39 pays africains. Géré depuis le Canada, ce site aide concrètement les radios à répondre aux besoins des petits agriculteurs qui les écoutent. En surfant, on y trouve des conseils afin d'améliorer le contenu de l'information sur les questions agricoles et de développement en milieu rural. Le Réseau publie des pochettes d'information tous les trimestres qui couvrent un thème différent, comme la nutrition et la santé, le savoir indigène, les agricultrices, ou encore l'élevage. Des textes radio y sont disponibles dans divers formats (entretien, pièce radiophonique, message publicitaire). Des conseils d'écriture radio en vue d'améliorer la sécurité alimentaire sont également disponibles sur *farmradio.org*. Enfin, un groupe de discussion par courriel est organisé pour favoriser la collaboration entre les partenaires.

/ PB / Infosud /

5. Agenda

> Bourses Human Rights Watch 2008-2009

HWR a lancé un appel à candidatures pour l'obtention de bourses pour des diplômés en droit, journalisme, relations internationales qui se destineront à travailler sur les thématiques liées aux droits de la personne. Les boursiers travailleront à temps plein aux bureaux de New York, Washington ou Londres à partir de septembre 2008. La maîtrise parfaite de l'anglais est un pré-requis, celle d'une autre langue est souhaitée. Les candidatures sont à envoyer avant le 5 octobre.

Plus d'infos

www.hrw.org/about/info/fellows.html

Tél. +1 (212) 290-4700, poste 312

/ InfoSud /

> Prix RFI-Reporters sans frontières-OIF 2007

RFI, Reporters sans frontières et l'Organisation internationale de la francophonie organisent un concours de journalisme qui récompense le meilleur reportage d'actualité traitant des droits de l'Homme en presse écrite, photographie, dessin de presse et radio. Les prix sont ouverts aux journalistes des 41 pays membres de l'OIF et seront remis en janvier 2008 à Paris.

Infos

Formulaire d'inscription et règlement du prix : www.rfi.fr, www.rsf.org ou www.francophonie.org.

Candidatures à envoyer avant le 31 octobre 2007

Courriel : communication4@rsf.org

Courrier : Reporters sans frontières, 5 rue Geoffroy Marie, 75009 Paris, France

/ InfoSud /

> Rwanda : Atelier sur la gestion de projet

Dans le cadre de son programme de « renforcement des capacités des organisations professionnelles des médias », l'IPP organise à Rwamagana du 1^{er} au 5 octobre 2007 un atelier qui portera sur la gestion de projet. Cet atelier, le 4^{ème} depuis le lancement de ce programme, permettra aux représentants des associations de professionnels des médias qui y participeront, de mieux appréhender les outils indispensables à un meilleur suivi opérationnel et budgétaire des projets qu'elles mettent en œuvre.

/ SC / IPP /

> RDC : Formation aux perspectives publicitaires

Une étude récente a montré que l'investissement publicitaire, notamment celui réservé aux médias, était encore faible en RDC. Les radios communautaires et associatives congolaises, handicapées par leur faible taille, ont souvent du mal à accéder au marché publicitaire local. Face à ce constat, l'IPP, en partenariat avec la Fondation Hironnelle, organise du 12 au 14 octobre inclus, à Kinshasa, un atelier de sensibilisation / formation aux perspectives publicitaires en RDC, à l'attention des radios associatives et communautaires, partenaires de *Radio Okapi*. Ainsi, une trentaine de représentants de ces radios sont invités à participer à ces travaux afin de mieux maîtriser les outils en matière de publicité radio, pour pouvoir, à terme, être davantage en mesure de capter le marché publicitaire local et ainsi accroître leurs revenus.

/ SC / IPP /

6. Les nouvelles de l'Institut Panos Paris

> Burundi : Atelier thématique sur le VIH-Sida

En partenariat avec l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR), l'IPP a organisé du 18 au 21 septembre dernier à Bujumbura une formation à destination des journalistes radios. Pour la troisième fois consécutive, un noyau de 24 journalistes a suivi une formation à la fois sur le contenu et sur le traitement journalistique des questions liées au VIH-Sida. Deux journées étaient consacrées à l'écoute critique d'émissions déjà réalisées sur le sujet, afin de mieux préparer les participants à produire ultérieurement leurs propres émissions.

Les deux jours suivants ont permis aux journalistes de bénéficier d'interventions d'experts sur la thématique et d'aborder la question plus précise « des personnes vivant avec le VIH ». A la suite de cet atelier, les participants ont réalisé des reportages sur le terrain, diffusés sur leur station d'origine.

/ SC / IPP /

> RDC: Poursuite de la formation in situ

Au cours des mois de juillet et août, l'IPP a poursuivi son action de « formation in situ » auprès de 6 radios indépendantes de la RDC. Après une première phase de formation des formateurs qui s'était déroulée à Bruxelles en mai dernier, les trois formateurs identifiés par l'IPP ont passé 5 semaines à l'intérieur du pays afin d'apporter un accompagnement à la fois sur l'organisation d'une rédaction et sur la gestion d'une radio en tant qu'entreprise de presse.

Conformément au planning, Kizito Mushizi a rejoint Lubumbashi dès le 1^{er} juillet afin d'assurer, jusqu'au 5 août, l'accompagnement de la *Radio Communautaire* du Katanga et de *Radio Phoenix*. Willy Muka a travaillé à Kisangani au sein des radios *Amani* et *Kituadi*. Jean-Pierre Lifoli a, quant à lui, encadré le déroulement de la formation auprès des radios *Sauti Ya Rehema* et *Neno la Uzima* à Bukavu du 15 juillet au 19 août.

De manière générale, cette première expérience de formation «in situ» a permis de faire prendre conscience aux personnels travaillant au sein de ces radios de la nécessité de mettre en place des outils de gestion pouvant faciliter un fonctionnement efficace, et de renforcer les capacités des professionnels et l'organisation de la rédaction.

/ SC / IPP /

> RDC: Synergie de journaux parlés et magazines entre des radios communautaires et associatives

Entre juillet et août 2007, l'IPP a mis en œuvre à Kisangani, Lubumbashi, Bukavu, Mbuji Mayi et Moanda des synergies Médias-bonne gouvernance entre les radios communautaires et associatives. Ces synergies, organisées par les différents réseaux des radios associatives et communautaires, ont abordé des thèmes qui préoccupent les populations locales : la bonne gouvernance, la paix et la réduction de la pauvreté. La participation des populations locales et de la société civile a été renforcée grâce à la coopération de la Dynamique de la Société Civile du Congo (Dysociv).

Au terme de ces différentes synergies, plusieurs magazines et journaux parlés ont été produits et diffusés sur les ondes des radios partenaires. Parmi les différentes thématiques abordées, on peut citer : la problématique de la distribution de l'énergie électrique dans certaines localités ; les tracasseries administratives et policières ; ou encore la recrudescence du banditisme.

/ FN / IPP /

> RDC : Pratiques de reportages sur le VIH-Sida

L'IPP a organisé, du 10 au 23 septembre à Kisangani, un atelier de formation des journalistes sur les pratiques de réalisation de reportages sur le VIH – Sida. Cet atelier fait suite aux deux premiers organisés respectivement à Bukavu en février et à Lubumbashi en mai dernier. Il poursuivait ainsi les mêmes objectifs : le renforcement des connaissances journalistiques et thématiques des journalistes, afin de mieux traiter, au sein de leur radio, les questions relatives au VIH-Sida.

Animée par deux formatrices du service de formation de Radio France Internationale (RFI) Talent +, cet atelier permet d'alterner la théorie et la pratique journalistique, en alliant formation et production radiophonique sur la thématique choisie. A l'issue de cette activité, des productions ont pu être réalisées et diffusées sur les ondes des radios dont étaient originaires les participants.

/ SC / IPP /

> Rwanda : Les responsables de médias formés à la planification stratégique

L'IPP a organisé du 21 au 24 août 2007, à Butare au sud du Rwanda, un atelier sur la planification stratégique à l'attention de 21 responsables d'associations de professionnels des médias du Rwanda (9 participants) et du Burundi (12 participants). Dans le cadre du programme de renforcement des capacités des organisations de professionnels des médias, initié par l'IPP, cet atelier fait suite aux deux premiers organisés en avril et en juillet cette année. Le premier portait sur la gestion organisationnelle, et le second sur l'élaboration de projets.

Au cours de cet atelier, les participants ont acquis certaines notions théoriques sur la planification et ont également réalisé des exercices pratiques. Au cours de cet atelier, chaque organisation représentée a élaboré une planification stratégique adaptée à la mission qu'elle s'est assignée.

/ VN / IPP /

Comité de rédaction

> Direction

Pascal Berqué, Directeur du programme *Médias pluralistes pour la paix et la démocratie*, Institut Panos Paris, pascal.berque@panosparis.org

> Coordination et diffusion

Domitille Duplat-Saunier, Responsable du programme *Médias pluralistes pour la paix et la démocratie*, Institut Panos Paris, domitilled@panosparis.org

Marie-Pierre Liénard, Chargée de communication, Institut Panos Paris, mariepierre@panosparis.org

> Secrétariat de rédaction

Infosud

66, rue Coenraets

1060 Bruxelles - Belgique

Tél. +32 (0)2 535.06.64 ; +32 (0)2 535.06.67 – Fax +32 (0)2 535.06.80

Courriel : infosud@skynet.be

Site web : www.infosud-belgique.info



> Correspondants

Burundi : Edmond Toyi

Cameroun : Julien Chongwang

Centrafrique : Sylvie Jacqueline Benguéré

Congo : Annette Kouamba

Gabon : Isaak Mackanga

Guinée Équatoriale : Rodrigo Angue Nguema

République démocratique du Congo : Valère Odio (Bandundu), Michel Aveledi (Bas Congo), Gabriel-Bernard Ohanu (Equateur), Anne-Marie Kasenga (Kasaï Occidentale), Innocent-Prosper Mbumba (Kasaï Oriental), Frank Baku (Kinshasa), Doudou Solol (Katanga), Dieudonné Malékéra (Sud-Kivu), Shabani Mwanaomba (Maniema), Patient Ndoole (Nord Kivu), Flory Ngongo (Province Orientale)

Rwanda : Venant Nshimyumurwa

Tchad : Laoro Gondjé

> Mise en forme et graphisme

Chantal Fitoussi, Conceptrice-réalisatrice internet

www.chantalfitoussi.net

> Contact et diffusion

Institut Panos Paris - 10, rue du Mail - 75002 Paris (France)

Tél. (331) 40 41 05 50 - Fax (331) 40 41 03 30

Email : communication@panosparis.org

Partenaire et soutien

